

## DÉCISION DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE FRANCEAGRIMER

Montreuil, 23/02/2021

|  |                                 |
|--|---------------------------------|
| <b>DIRECTION INTERVENTIONS</b><br>UNITE AIDES AUX EXPLOITATIONS ET EXPERIMENTATION<br><br>Dossier suivi par : Gestion de crise<br>Courriel: <a href="mailto:gecri@franceagrimer.fr">gecri@franceagrimer.fr</a> | <b>N° INTV-GECRI-2021-03</b>    |
| Plan de diffusion :<br>DGPE<br>ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES  | Mise en application : IMMEDIATE |

**OBJET :** Modification de la décision INTV GECRI 2020-50 du 28 octobre 2020 relatives aux modalités de mise en œuvre du dispositif d'indemnisation exceptionnel des entreprises de production cidricole pour compenser une partie des préjudices causés par l'effondrement de la demande à la suite des mesures prises en France et dans de nombreux autres pays pour lutter contre la pandémie de Covid19. Modification de l'enveloppe budgétaire.

### **BASES RÉGLEMENTAIRES:**

- Article 107, paragraphe 3, point b) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; communications de la Commission européenne du 19 mars, du 3 avril, du 8 mai et du 29 juin 2020 relatives à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 ;
- Régime d'aide d'État SA.56985 (2020/N), amendé par les décisions SA.57299 et SA.58137-France-COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises ;
- Code rural et de la pêche maritime, livre VI, titre 2, chapitre 1 ;

**FILIERE CONCERNEE :** cidre

**MOTS CLÉS :** cidriculture, covid, destruction

**Article 1 :**

Le 1<sup>er</sup> paragraphe du point 1.1 « enveloppe financière » est modifié comme suit :

Une enveloppe maximale de 3 675 500 euros est ouverte pour ce dispositif, financée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Cette enveloppe ne peut pas être dépassée.

**Article 2 :**

Les autres dispositions de la décision INTV GECRI 2020-50 restent inchangées.

**Article 3:**

La présente décision entre en vigueur au lendemain de sa date de publication.

La directrice générale,

Christine AVELIN